

# Passions militantes et rigueur historienne

de Karim Landais

Entretien avec Jacques Kirsner, ex-Charles Berg

(entretien réalisé à Paris en mars 2004)

Mes parents étaient des militants du Bund le parti socialiste juif, et j'étais donc Faucon Rouge. Dès mon plus jeune âge, j'ai fréquenté le patronage du Bund. Un lieu d'éducation magnifique.

Vous étiez en France ?

Mes parents étaient émigrés de Pologne, et je suis né en France. On était une famille d'artisans pauvres. Une de mes sœurs, Rachel, a été fusillée pendant la guerre. Parmi les trois autres sœurs, une était militante, et j'ai milité depuis tout petit. Léo Scheer me rappelait l'autre jour qu'on était ensemble aux Faucons Rouges et que j'étais élu responsable à chaque fois contre lui. Ça prouve qu'on était au moins deux candidats. Je devais avoir dix ans. Je suis entré au PSU parce qu'on a été virés de la SFIO.

Pour quelle raison ?

L'Algérie. On a suivi les «grands». Nos moniteurs. On avait la double affiliation : Parti socialiste juif et SFIO. Donc je me suis retrouvé au PSU. Au PSU il y avait peu de jeunes salariés et je me suis donc rapidement retrouvé dirigeant des Jeunesses socialistes unifiées.

Vous aviez quel âge ?

Douze ans. Deux ans plus tard, je siégeais au comité politique national, car les Jeunesses socialistes unifiées avaient un représentant d'office à la direction nationale, par ailleurs je connaissais Edouard Depreux depuis la SFIO.

C'était en quelle année ?

Quelle année ? 1961. La fin de la guerre d'Algérie. A l'époque, j'ai été viré de mon bahut, le lycée Turgot, pour avoir organisé une mobilisation contre la guerre d'Algérie : j'ai donc commencé à travailler en poursuivant mes études par correspondance. Au CNEP, l'ancêtre de la BNP, où j'ai été recruté par des trotskystes. Des trotskystes - Bleibtreu, Marcel Pennetier, etc.- ou des ex, j'en connaissais au PSU. Garabau qui est resté un bon copain. Il est au Parti des travailleurs et dirigeant syndical de la Sécurité sociale. Jean était en fraction, avec d'autres mecs comme Petit Louis mais ils ne s'en cachaient pas. Ils me faisaient la cour, bien sûr : j'étais très jeune, plutôt doué, etc. Pierre Naville me mettait en garde : «Ouh là là ! fais attention à ces gens-là.» De fait, j'hésitais entre eux et les pablistes<sup>1</sup>. Finalement, la vie a tranché, je me suis auto-recruté quand j'ai vu diffuser un type, qui est toujours vivant et qui dirige le CERMTRI : Louis Eemans dit Petit Louis. Vous pouvez lui poser la question, il vous confirmera. Il diffusait un tract sur la révolution hongroise<sup>2</sup> devant le siège de la Banque, il y a eu une bousculade organisée par les stalinien et je suis intervenu pour l'aider. Je travaillais à la cave, aux archives: je l'ai appelé le lendemain sur son poste en demandant «Qui c'est le type qui diffusait seul un tract sur l'anniversaire de la Révolution hongroise ?» On m'a dit : «Mais c'est Louis Eemans ! Un trotskyste.» Donc je l'ai appelé. Je pense que j'ai été le type qu'il a recruté le plus aisément de sa vie. Petit Louis était un militant érudit, placide, sérieux. Après deux GER, j'ai été intégré au groupe *La Vérité*.

<sup>1</sup> Pablistes : partisans de Michel Raptis, alias Pablo, et par extension les trotskystes proches de ce qui est aujourd'hui la LCR (Y.C.).

<sup>2</sup> Il s'agit de la révolution hongroise de 1956. L'OCI (et Voix ouvrière, ancêtre de LO) mettait particulièrement en avant cette révolution ouvrière écrasée par les chars soviétiques. Cf. le recueil de textes présenté par Pierre Broué, Balasz Nagy et Jean-Jacques Marie, Pologne-Hongrie 1956, EDI. Les trois auteurs étaient lambertistes et les deux premiers furent exclus par la suite (Y.C.).

Vous avez eu une période de formation relativement courte ?

Non, puisque j'ai fait deux GER.

D'accord. J'avais compris : deux séances.

Non, non, deux «Groupes d'études révolutionnaires». Un premier avec Claude Chisserey, avec les deux frères Sarfati, et d'autres. Il y avait aussi Didier Froment. Une sacrée équipe. Xavier, un jeune dirigeant, l'animait. Le second le fut par François de Massot.

Cette formation, en quoi consistait-elle ? Les deux GER étaient similaires ?

Grosso modo oui. Et pas vraiment. Chaque animateur avait «sa» pédagogie. Lorsqu'un homme de la culture de Gérard Bloch faisait un exposé sur Le Capital, on ne comprenait pas tout - surtout moi - mais ce qui était acquis l'était pour la vie.

Seulement, pour le deuxième GER, je commençais à faire des exposés. On m'avait dit : «Quand même, tu as quatorze ans et demi ! On n'a jamais eu de militant de 14 ans et demi !» Il n'y avait pas d'organisation de jeunesse à l'époque! Et j'étais en train de me faire exclure avec tout le monde du PSU. C'est parce qu'on avait créé un courant qui s'appelait «Pour un parti ouvrier indépendant» dirigé par Jean Garabuau. Depreux me disait : «T'es fou. Charles, mais t'es fou. T'es fou ! On va être obligés de te virer.» Ils nous ont virés au congrès de la Grange-aux-Belles. Il faut dire que c'était presque justifié. Certes un peu bureaucratique, mais on avait systématiquement enfreint la discipline. La guerre d'Algérie était finie et le PSU implosait. Donc je viens de la social-démocratie, où je connais finalement pas mal de monde.

Vous avez intégré l'organisation au bout du premier GER ?

Les camarades me trouvaient trop jeune. Donc, à la suite du deuxième, mais qui a été plus rapide. Le premier a duré trois mois comme tous les GER.

Vous avez donné des cours alors que vous n'étiez pas encore adhérent de l'organisation ?

C'était assez courant dans des GER, qui étaient alors de très bonne qualité car le groupe Lambert était un petit groupe qui investissait dans la théorie. Il y avait des militants comme Gérard Bloch, Stéphane Just, Pierre Lambert, Pierre Broué, François De Massot, en capacité d'éduquer. Et ils ne recrutaient pas encore beaucoup de monde. Donc ces GER étaient bien encadrés. J'ai été coopté au groupe Lambert, et j'ai immédiatement assisté au premier congrès, il devait y avoir 50, 60 mecs. Quelque chose comme ça. C'était en 1963, au lendemain de la grève des mineurs. A cette époque on s'est retrouvés à un petit groupe de jeunes : des camarades étudiants comme Chisserey qui venaient de l'Union des étudiants communistes, avec d'autres, une petite douzaine à venir du PSU, et puis un noyau de types plus âgés qui avaient été virés des auberges de jeunesse, de la FUAJ [Fédération unie des auberges de la jeunesse]. A ce moment-là, on commence à faire du travail dans la jeunesse, en utilisant une petite feuille qui s'appelait *Révoltes*, qui était éditée par les opposants de la FUAJ mais qui était alors un truc un peu pédago-randonno-écolo-machin ; avec Claude nous l'avons transformé en journal de jeunes révolutionnaires. Lui s'occupait des étudiants en créant le CLER [Comité de liaison des étudiants révolutionnaires], et moi, salarié-étudiant, des jeunes ouvriers en essayant de créer des groupes de jeunes *Révoltes*. Concrètement je me suis occupé de ça en m'implantant à Aulnay-sous-Bois, qui était une mairie stalinienne. Pourquoi Aulnay ? J'avais recruté un jeune typographe qui y habitait. Et il y avait un type magnifique, plus âgé, Mathieu. Et on a réussi. Pas seulement à Aulnay. Sans exagération, dans quelques endroits il y a eu des groupes qui avaient plusieurs dizaines de jeunes.

Vous avez donc tout de suite eu des relations avec la direction ? Vous deviez avoir un statut un peu particulier ?

Non, on avait tous le même statut. Tous les jeunes, un peu doués - il y en avait ! -, comme Claude Chisserey, Christian de Bresson, Sarda, Johnny, des filles comme Liliane, Sylviane, Joëlle, etc., des jeunes qui rapidement ont acquis «un passé politique». Un bagage. Claude venait de l'Union des étudiants

communistes, il avait combattu l'appareil ; je venais de la social-démocratie, du PSU, où j'avais été formé par des mecs comme Pierre Naville, Gilles Martinet. J'ai dû écrire mon premier petit article, en fait une note de lecture, dans *France Observateur*... tôt, puisqu'un ancien qui dirigeait *Tribune socialiste*, m'a dit : «Je me souviens de toi, amené par Pierre Naville me disant : "Ce type-là il faut le faire écrire, sinon il va devenir trotskyste." .» À cette époque, au groupe *La Vérité*, nous devions être une cinquantaine de jeunes, mais c'était probablement pareil je crois à la JCR qui, à travers Alain Krivine, recrutait également. On est arrivés dans une organisation trotskyste qui n'existait quasiment plus, dont on était les seuls jeunes. Les types qui étaient de la génération intermédiaire comme Pierre Broué ou François de Massot, c'étaient quand même des types qui, par rapport à nous, avaient quarante ans. Il y avait vingt ans de différence entre nous. Donc il n'y avait pas de génération intermédiaire.

Vous deviez être un peu chouchoutés alors ?

Oui. Oui, absolument. Le terme est très juste. D'autant qu'on regardait un peu ailleurs. Moi j'ai longtemps hésité, Claude Chisserey aussi d'ailleurs. Je dis Claude parce qu'on était avec de Bresson, Sarda, Johnny plutôt brillants - enfin c'est ce que racontent les gens ; ajoutons probablement aussi les plus paranoïaques, les plus caractériels. J'aimais beaucoup Christian de Bresson, il est au Canada maintenant. Oui, on a été au Comité central quasiment tout de suite, et je suis entré au Bureau politique en 1968. Au lendemain du 10 mai. C'est ça. Au Comité central, on a créé une commission jeunes dirigée par un garçon qui s'appelait Xavier. Un type formidable, qui milite toujours, et qui venait de la grande bourgeoisie. Je crois qu'il avait été gagné par d'autres, par des camarades comme de Massot. De Massot était un type très bien. Il doit toujours s'occuper du travail international à l'OCI. J'ai été arrêté avec lui en 1968: hélas pour lui, car il se promenait en ma compagnie.

Quand avez-vous eu vos premières vraies responsabilités officielles ?

Mais tout de suite ! Puisqu'il n'y avait rien et qu'il fallait tout faire. Quand on est arrivés avec la "bande" de Claude [Chisserey], je passais mon bac par correspondance parce que j'avais été viré du lycée et je travaillais, mais deux fois par semaine, sans compter les week-ends, j'étais à Aulnay. Quel plaisir ! Donc on s'est mis à recruter. En se mettant à recruter, on est devenus responsables de fait. Le travail dans les Ecoles normales a également été très productif. Il y a eu tout un travail dans les Ecoles normales qui a été développé : Boris Fraenkel avait tout organisé, impulsé. Oui c'est ça : Boris avait commencé bien avant nous. Il en était le responsable. Ils avaient recruté un jeune qui en avait recruté un autre, etc. c'était le système classique. Ce qu'on appelle le système du bouton de veste : un type parle à un autre qui parle à un autre. Donc, en 1968, j'étais membre du Bureau politique et responsable du travail dans la jeunesse, j'ai succédé à Claude Chisserey qui partait au service militaire.

C'était une organisation très lâche, alors, à l'époque ? J'ai cru comprendre que Boris Fraenkel avait une grande autonomie ?

Oui oui. Ah oui ! A l'époque il y avait un demi-permanent en tout et pour tout ! Celui qui s'occupait de la librairie, un homme formidable : Raoul, que j'ai connu jusqu'à sa mort il y a quelques années. Il était un de mes grands amis. C'est lui qui plus tard a créé le rayon spectacles dans l'OCI. Un type formidable, un journaliste. Magnifique. Beau personnage qui avait créé le groupe vietnamien pendant la guerre. Il était le seul permanent, et à mi-temps encore, de la librairie. Donc à l'époque c'était une organisation qui fonctionnait sur la conviction, l'enthousiasme et le bénévolat : 100 à 300 militants. A la veille de 1968 on avait déjà recruté pas mal, puisque quand on proclame la Fédération des étudiants révolutionnaires, c'est-à-dire deux ou trois semaines - vérifiez les dates, je ne les ai pas - avant mai juin 1968. L'autre jour, Bruno Frappat, qui est le patron de *La Croix*, me disait qu'il avait couvert pour *Le Monde* ce congrès dans la salle du Renard, qui est devenue un théâtre, on était 100 étudiants. On devait être 200 sur la France. J'avais organisé une première réunion nationale des groupes Révoltes et, pareil, on était peut-être une centaine. On avait autour de nous environ 300 à 400 jeunes : ils n'étaient pas tous de l'OCI, loin de là ; je pense que quelques-uns étaient à l'OCI, à travers la formation de ces GER qui prenaient un certain temps. Mais évidemment, en deux ou trois ans, le «groupe Lambert» s'est malgré tout métamorphosé. De quelques dizaines, je pense qu'en 1968 il devait y avoir 300, 400 militants.

Le saut a donc été plutôt après 1968 ?

Avant 1968 - il faudra retrouver les numéros de *Révoltes* de l'époque - on préparait un rassemblement de jeunes à la Mutualité, sous le slogan «3 500 jeunes à la Mutualité» ! On espérait rassembler 3500 jeunes : il n'y a jamais eu 3500 places dans la grande salle de la Mutu, mais c'était le mot d'ordre. A l'époque on remplissait des salles comme la salle Lancry, 500 ou 600 participants, ou la salle de la maison de la Chimie. Un camarade me montrait une photo d'un des premiers meetings où j'ai pris la parole : «Tu as pris la parole en 1966, au premier meeting public de la FER et de *Révoltes* à la salle de la Chimie : il devait y avoir 500 jeunes.» A mon avis, plutôt 300.

On demandait beaucoup aux militants, à cette époque-là ?

Rien. Chacun était libre, mais on militait 24 heures sur 24 !

Mais ça venait de vous-mêmes ?

Personne n'exigeait rien ! Nous étions heureux de l'activité que nous avions. Nous étions vraiment des jeunes révolutionnaires, l'organisation avait formellement une culture du style : «Passez vos examens.». Les mecs comme Claude Chisserey, ou Bertin qui étaient IPECiens avaient la belle vie. Ils étaient payés : comme c'étaient de très bons, ils réussissaient sans trop bosser leurs examens. Ils militaient jour et nuit. Je m'en souviens car ma première femme était aussi IPECienne : elle avait réussi Fontenay, était élève agrégée. Donc en somme ils étaient payés à militer! Et la période était palpitante : nous découvrions la théorie marxiste et la mettions en pratique, convaincus que nous aboutirions vite à des résultats. Après il y a eu 1968 : vous connaissez.

Est-ce que vous avez tout de suite été chargé d'un secteur particulier ?

Oui. Je suis l'un des dirigeants du travail jeunes: on est quatre ou cinq à être au Comité central. On a été élus à un congrès qui s'est tenu en août ou septembre, alors que Claude doit partir au service militaire. Il est le responsable du travail jeunes siégeant au Bureau politique : alors je le remplace. Et voilà. La décision est prise de fonder l'Alliance des jeunes pour le socialisme (AJS). On s'est retrouvés à 500 ou 600 jeunes au premier congrès. Il faut vérifier dans la presse de l'époque et dans *Révoltes*. On a créé une organisation de jeunes qui a connu un sort assez heureux. Pendant quelques années. Après vous connaissez la suite.

Vous aviez une place particulière au Comité central, du fait de votre jeune âge, ou bien les échanges étaient-ils à égalité entre tous les membres ?

A cette période, même si cela peut étonner quand on constate ce qui se passe aujourd'hui, le groupe Lambert, sa direction, débattent, sans problème. Et puis les jeunes, Claude et moi, un peu plus que les autres peut-être, une question de caractère. Je dis Claude, mais il n'est plus là pour témoigner puisqu'il s'est suicidé. Mais on était des types qui pensions avec notre tête. Le 10 mai 1968, nous on était contre la position de Stéphane [Just] et des autres membres du Bureau politique décidant de quitter les barricades ! Claude d'ailleurs ne s'en est jamais remis. Il était membre du Bureau politique, moi du Comité central, il y avait là François [de Massot], Xavier et Stéphane [Just] qui étaient membres du Bureau politique: ils nous ont dit d'appliquer. Sur ce principe, nous n'avions pas d'états d'âme.

Cette décision était de Stéphane Just ? C'était lui qui avait lancé le mot d'ordre ?

Oui. Ça s'est décidé sur le terrain ! Mais en fait, Pierre Lambert avait déjà appelé à la même attitude quelques jours auparavant. Seulement le 10 mai est devenu un symbole. L'avantage, c'est que, relativement isolés dans les facs, nous avons appris à aller «contre le courant» gauchiste<sup>1</sup> dominant. Avec les avantages et les inconvénients de cette attitude. Mais on progressait. Broué, à ce moment-là déjà, sur Grenoble, avait beaucoup recruté. Ça s'est développé avec l'AJS et l'UNEF : on a commencé à gagner partout des assemblées générales de l'UNEF. Donc à former des cadres en province, notamment à Clermont-Ferrand -

---

<sup>1</sup> Gauchisme : rendu célèbre par le livre de Lénine *Le gauchisme la maladie infantile du communisme*, ouvrage dirigé contre les tendances de gauche au sein de l'Internationale communiste, ce terme fut remis en circulation par le PCF en 1968 et dans les années suivantes. Dans la bouche des trotskystes, et surtout ceux de l'AJS-OCI, ce terme avait une tonalité à la fois méprisante et insultante, mais un contenu politique très flou, tant il pouvait désigner des adversaires différents : des féministes aux homosexuels militants en passant par les maos, voire tout autre groupe que l'AJS-OCI (Y.C.).

où j'ai toujours beaucoup d'amis - ou à Dijon, etc. C'était vite devenu des régions puissantes. Le travail dans la jeunesse, quand ça se développe, ça a toujours un rythme et une ampleur beaucoup plus grands que le travail adulte. Quand vous convainquez un jeune de 18 ans que la révolution mondiale était imminente, il valait mieux être dans le train de l'histoire que dans le minibus des études et d'un avenir d'une société qu'on allait détruire. C'était assez normal.

Quelles étaient les relations entre la FER, l'AJS et l'OCI ?

La FER, comme le groupe *Révoltes*, a été dissoute par décision gouvernementale. L'AJS était donc une nouvelle organisation. J'ai été arrêté quelques jours après l'avoir fondée pour reconstitution de ligue dissoute - comme tous ceux qui étaient responsables politiques - et puis, bien sûr, libéré. L'AJS était une organisation de jeunesse indépendante: elle l'était organisationnellement, elle avait ses locaux, élisait à tous les niveaux ses dirigeants. Au sein de l'AJS, c'était public, les militants qui le souhaitaient étaient recrutés à l'OCI. Mais il y avait un tas de gens qui étaient à l'AJS sans entrer à l'OCI.

Ils connaissaient donc l'existence de l'OCI ?

Ah oui ! Tout le monde savait que j'étais secrétaire général de l'AJS et que j'étais membre du Bureau politique de l'OCI. Ce n'était pas du tout un secret ! On disait : «Nous on est trotskystes, on a créé une organisation de jeunesse pour qu'elle soit indépendante.» C'est dans ses structures que se prennent les décisions, et c'est ainsi qu'en 1971 on fait un rassemblement de 6000 à 8000 jeunes au Bourget: c'était vraiment un énorme succès. Puis on a pris l'UNEF un an ou deux ans après, je ne me souviens plus des dates. Je m'en suis occupé jusqu'au congrès d'Orléans, et après c'est [Michel] Sérac, qui a été le premier président de l'UNEF. Jusque-là on peut dire que l'AJS fonctionne comme une organisation de jeunesse puissante, vraiment démocratique. Jusque-là parce qu'elle n'a pas de liens institutionnels avec l'appareil d'État, comme l'UNEF progressivement en établira comme organisation syndicale. Et jusque-là parce que l'OCI est encore une organisation extrêmement faible, qui a peu de permanents. Les permanents qu'on a sont pour la plupart à l'AJS. Ce sont les permanents de l'AJS.

En tant que dirigeant de l'AJS, vous ne preniez pas de directives à l'OCI ?

L'OCI définissait la politique qu'on menait dans l'AJS : bien sûr ! Mais ce n'était pas un secret ! C'était tout à fait ouvert: le Bureau politique se réunissait souvent, avec la question «jeunes» à son ordre du jour. Naturellement. On disait, et il y avait une part de vrai dans ce qu'on disait à l'époque : «Si d'autres organisations veulent rejoindre l'AJS, respecter ce qu'elle est et faire un travail de recrutement à leur compte, elles en ont le droit ! ». Idéalement, c'est ce qui aurait dû se faire<sup>1</sup>. Les campagnes que l'AJS menait avaient chez les lycéens, les jeunes ouvriers, les étudiants, un écho réel. Nous étions bien organisés, mieux que la JCR. Eux c'était le bordel, et puis ils étaient liés à la frange gauchiste. Tandis que nous on était au contraire totalement opposé au gauchisme - on n'avait pas tort - et donc on recrutait dans le mouvement ouvrier, chez les étudiants, des étudiants salariés. Et le fait qu'on a contrôlé progressivement une à une les principales assemblées générales de l'UNEF nous donnait une position nationale significative.

Comment gériez-vous vos différentes responsabilités politiques ?

A partir de 1968, je suis permanent. Je vais le rester pendant 10 ans, jusqu'à mon expulsion. Et c'est catastrophique. Je ne souhaite pas à mes pires ennemis d'être permanent. Et ceux de mes ex-camarades qui sont restés permanents, et il y en a beaucoup, je les plains. C'étaient souvent des types doués, mais quand on a passé vingt ans là-dedans on ne peut plus rien faire d'autre dans la vie. On était des militants professionnels. Dans la définition léniniste d'un révolutionnaire professionnel. Mais dans la France des années 70, cela aboutit à créer des ratés, hors de la société, incapables de penser avec leur tête, de dire non.

Comment devenait-on permanent ?

---

<sup>1</sup> Jamais l'OCI n'aurait toléré que toutes les organisations d'extrême gauche ou anarchistes envoient leurs jeunes à l'AJS. Il ne s'agissait que d'un rideau de fumée dont personne, en dehors de l'AJS-OCI et de leurs sympathisants, n'était vraiment dupe (Y.C.).

Naturellement. A l'époque, j'ai une licence, un DEUG et j'enseigne. Lambert est venu me voir : "C'est pas possible ! Tu ne peux pas enseigner, tenir tous les soirs des réunions, te lever le matin. Donc il faut faire un choix. Soit on désigne quelqu'un d'autre pour accomplir les tâches que tu fais ; si ce n'est pas le cas on te demande d'être permanent." Ça m'a évidemment convaincu ; Chisserey avec d'autres : on était sept-huit à être permanentisés. Ça nous paraissait tout à fait normal. Lambert n'a exercé de pression sur aucun d'entre nous. Devenir permanent c'était servir la cause. D'autant plus qu'il faut se remettre, comme toujours, à l'époque : on est au lendemain de 1968, pour nous tous c'est la répétition générale. Donc je me dis : "Bon, le CAPES, l'agreg, je verrai bien, j'ai le temps. Jusqu'à 35 ans j'ai le temps de la passer." Quand ensuite j'ai permanentisé d'autres jeunes, je l'ai fait de la même manière que je l'avais été : on n'a jamais forcé qui que ce soit. Après, c'est différent.

Qu'est-ce qui déterminait la création de nouveaux permanents ? Je suppose que c'était les finances ?

C'était pour maîtriser le développement à Paris, comme en province. C'était un développement réel.

C'est le Bureau politique qui prenait la décision ?

Bien sûr. A l'époque, malgré tout, c'est quand même un mouvement très limité, contrôlé. Il y a un appareil très faible. Je ne pense pas qu'il y avait dix permanents à l'AJS : Paris/Province et UNEF comprise. Il faudrait reprendre la presse de l'époque : entre les exagérations qui étaient les nôtres et la réalité. Mais la réalité était visible : quand on faisait une manif et qu'il y avait 15000 participants, ils étaient vraiment là. Quand la police disait 10 000 et nous 20000, on savait qu'il y en avait au moins 10 000. Et quand on prenait les assemblées générales de l'UNEF les unes après les autres. - On avait 5000 à 6000 adhérents réguliers à l'AJS : ce n'était pas rien. Surtout si vous ramenez ça à ce qu'est la Ligue aujourd'hui ou le Parti des travailleurs. Avec un halo de sympathisants autour. On remplissait les plus grandes salles de Paris sans difficultés. On s'implantait dans un grand nombre de villes de province. Donc une dizaine de permanents à l'AJS c'était peu. Surtout que vous aviez un appareil technique, qu'on avait acquis des locaux, on lançait des campagnes financières qui étaient fastueuses. C'est quand ensuite l'appareil de l'OCI s'est constitué que ça a été plus compliqué. Évidemment. C'était un appareil adulte. Chez nous, à l'AJS, les gens restaient permanents deux ou trois ans et puis retournaient au boulot. (...) Ils réussissaient leurs examens... Je me souviens par exemple de Martine... elle sortait de l'Ecole normale, elle a été permanente pendant trois ans au Bureau national, et puis après elle m'a dit : "Charles, j'arrête." Il y en a eu un tas comme ça ! Il y a eu aussi ceux qui, comme moi, étaient des dirigeants de l'OCI, et qui ont connu un autre destin, si je puis dire. Parce qu'ils étaient les chefs, les bolcheviks d'acier, ils imposaient aux autres leur "bolchevisme d'acier" et en subissaient aussi les conséquences. Si je puis dire. Voilà.

Vous me parliez de Pierre Lambert. Quelles relations aviez-vous avec lui ?

Excellentes pendant très longtemps.

Cela restait formel ou ça allait bien au-delà ?

Ah non ! Non. On avait des relations amicales. Vous ne pouvez pas imaginer ce qu'est le militantisme. Il était le dirigeant incontesté de l'OCI, le travail jeunes était la source majeure de recrutement et de développement de l'organisation : on avait des rapports quotidiens. Permanents ça veut dire qu'on se parlait en permanence. On se voyait, on déjeunait ensemble, on se voyait en dehors des réunions. Et naturellement, nous avons eu des rapports privilégiés. J'étais le jeune «qui-que-quoi». Les horreurs et les compliments participent en général de la même réalité. J'étais très ami avec Stéphane Just, Raoul et j'ai été pendant très longtemps le fils spirituel de Lambert. Je le reconnais. A partir de 1974-75, ça a commencé à changer.

Vous aviez donc de bonnes relations avec tout le monde : avec Gérard Bloch, avec...

Oui, bien sûr !

Et Pierre Broué, qui devait être alternativement au Comité central ?

Pierre Broué a toujours été au Comité central. Il n'a jamais été au Bureau politique mais il a toujours été au Comité central. Pierre, c'est d'abord un constructeur de l'AJS et de l'OCI, indépendamment de son travail d'historien. La région de Lyon et de Grenoble c'est lui qui l'a construite. Il l'a construite avec des centaines et des centaines de recrutés : Pierre, c'est un recruteur. Il était chiant, c'est un parano, tout ce que vous voulez, il raconte des horreurs sur tout le monde, mais j'ai toujours su que c'était un bâtisseur, comme d'ailleurs Boris Fraenkel. Sauf que Pierre, étant donné sa position à l'université, le fait qu'il écrive des livres, avait une notoriété personnelle considérable qui faisait que toute une série d'étudiants venait vers lui. C'est par ailleurs un combattant syndical. Moi qui me suis occupé de la province à l'OCI après l'AJS, Pierre était un des éléments clefs, un des piliers de notre développement. Sa région allait de Grenoble à Lyon en passant par Marseille : Barbe, le frère du dessinateur, c'est lui qui l'a recruté personnellement. C'est un type qui avait un grand rôle, mais pas au sein du Comité central: c'est un type qui suivait, qui votait tout, qui ne s'opposait jamais. Qui grognait mais qui s'alignait. Alors que moi, non: je discutais, je m'opposais souvent, j'étais souvent minoritaire, je menais souvent des bagarres politiques. A tort, raison. Jusqu'aux années 1974-75, la démocratie n'est pas formelle au sein de la direction de l'OCI. Le débat est la règle.

Quelles relations vous aviez avec les militants de base de l'AJS ?

Il faut leur poser la question. Au sein de la revue *Carré Rouge*, une partie des rédacteurs vient de l'OCI et de l'AJS : la plupart d'entre eux vous diront qu'à l'époque, le pire côtoyait le meilleur. Je rencontre souvent des anciens de l'AJS : ils ont gardé une nostalgie de cette époque. Ce n'est pas le cas des anciens de l'OCI. L'AJS c'était une organisation de jeunesse fraternelle, vivante, puissante, qui était capable d'affronter la police, les staliniens, les gauchistes quand ils nous faisaient chier - parce qu'ils nous faisaient chier aussi. On n'était pas seulement ce service d'ordre implacable qu'on décrit, même si on a, à un moment donné, commis quelques excès qui ne s'imposaient pas.

J'ai entendu à ce sujet des choses diverses. A la fois le terme de «culte de la violence », et puis aussi, venant de certains militants de base, l'évocation d'une stratégie d'autodéfense.

Exactement ! C'est juste. Attendez: revenons sur le culte de la violence. On n'avait pas l'habitude de se faire taper dessus et de se faire marcher sur les pieds. Nous sommes un courant du trotskysme qui a une histoire, un passé, marqué par la lutte contre les staliniens. Broué vous racontera qu'à une époque, à Lyon, on s'est retrouvés à une tribune pour la défendre face aux staliniens qui voulaient nous virer de notre salle. Quand on diffusait un tract chez Renault, c'était compliqué : tout le monde se faisait casser la gueule: pas nous! L'autre jour, avec François Chesnais<sup>1</sup>, on est tombés sur un ancien responsable du Parti communiste chez Renault, un ex-permanent, qui nous connaissait et qui nous a dit : «Je suis content de vous connaître : qu'est-ce que vous nous avez mis ». Je lui ai répondu : «Mais enfin : quand vous sortiez à 400 avec des barres de fer pour nous virer, et qu'on était 80. ». C'est d'ailleurs aussi le cas des militants de Lutte ouvrière. A la SAVIEM, où les militants de Lutte ouvrière avaient un groupe, ils se sont un jour fait virer par les militants du Parti communiste<sup>2</sup>. Je m'en souviens parce que c'est le premier truc auquel j'ai participé. Dans les années 60, dans certains endroits, il y avait des bulletins communs *Informations Ouvrières / Lutte Ouvrière*<sup>3</sup>. Au recto il y avait *Informations Ouvrières*, et au verso *Lutte Ouvrière*. On s'est donc retrouvés à quelques militants de l'OCI et de Lutte ouvrière face aux staliniens pour diffuser un tract. Ils sont sortis : ils étaient nombreux. Et ça a été une bagarre insensée ! D'où on est ressortis en sang, mais eux aussi. Donc on avait cette tradition de nous défendre. Le courant dont est issu Alain Krivine est différent puisqu'ils se sont créés comme organisation quand le Parti communiste et l'Union des étudiants communistes les ont expulsés. Leur passé, c'était le Parti communiste. Nous plutôt Victor Serge, Andrés Nin, Trotsky bien sûr. Voilà la différence. Il y a une différence quasi génétique de ce point de vue ! Pour nous, l'appareil du Parti communiste n'était pas des camarades : on a même eu tendance après à leur foutre sur la gueule avant même qu'ils ne commencent à le faire. Nos aînés nous avaient appris à rendre coup pour coup. Nous avions raison.

<sup>1</sup> François Chesnais, économiste, fait maintenant partie du Conseil scientifique d' ATT AC. (Y.c.)

<sup>2</sup> Les batailles à la SA VIEM (mais aussi devant une cinquantaine d'autres usines) pour imposer le droit de diffuser le bulletin d'entreprise de Voix ouvrière contre l'opposition des nervis du PCF et de la CGT faisaient partie, dans les années 60 et 70, de la légende de l'Union communiste, alias Lutte ouvrière depuis la dissolution de Voix ouvrière en 1968 (Y. C.).

<sup>3</sup> Plus précisément, il s'agissait de Voix ouvrière, LO étant le nom actuel. (Y. C.)

Vous me parliez de quelques excès : c'était de quel ordre ? Des dérapages du service d'ordre ?

C'est un dérapage politique, qui est inadmissible, mais qui reste un dérapage. Quand vous devenez une organisation puissante, et qu'on dit et sait de vous que vous êtes le meilleur service d'ordre de Paris, que Mitterrand ou Bergeron vient vous demander si vous ne voudriez pas faire le service d'ordre - ce qui arrive dans le cadre de relations politiques - vous avez parfois tendance à en faire un peu trop. Voilà. L'âge aidant, tout ça s'explique. Mais en même temps c'est une époque où déjà la force de l'appareil de l'OCI a commencé à peser sur le développement impétueux de l'organisation de jeunesse. D'une certaine manière, l'AJS devenait un danger pour l'OCI.

Dans quelle mesure ?

C'est un truc classique. L'OCI faisait quelques centaines de militants, jusqu'en 1977-78. Quand je prends la responsabilité de la province en 1974, je ne pense pas qu'il y avait plus de 500-600 militants de l'OCI. Il devait y avoir 5000 militants... de l'AJS.

L'appareil avait peur que vous preniez trop d'indépendance ?

Inconsciemment, de fait, si vous voulez, il y avait ça. L'AJS avait pris l'habitude de définir réellement de manière indépendante sa politique.

Mais puisque vous en étiez le principal dirigeant, c'est de vous qu'on se méfiait en particulier ?

Oui. Voilà. Mais pas seulement : de Sérac à l'UNEF, etc. On avait pris des positions qui faisaient que l'OCI jouait un rôle "majeur" - entre guillemets - dans la vie politique, qui dépassait singulièrement sa force réelle. C'est ça que je veux dire. Quand Mitterrand me propose en 1972 : "Pourquoi ne faites-vous pas rentrer quelques centaines de militants de l'AJS dans le Parti socialiste ? Comme ça, ça me permettra de combattre la droite-Rocard, et puis si un jour je viens au pouvoir, vous vous opposerez à moi..."», je suis plutôt convaincu. J'en parle. J'ai été mis en minorité dans un congrès de l'OCI : je ne vous le dis pas ! En même temps, au lendemain, Lambert me charge d'organiser un travail de fraction dans le Parti socialiste. Donc, évidemment, le travail «jeunes» et l'AJS occupent un territoire relativement vaste. Ce qui n'est pas le cas d'une organisation adulte, petite, qui gagne l'une après l'autre des positions dans les organisations syndicales. On est avant 1981, avant la chute du mur de Berlin, avant tout ça. Les rapports politiques ne sont pas les mêmes ! On vit aujourd'hui dans un pays où l'extrême gauche fait 10 % et où le Parti communiste en fait 3. Mais à l'époque le Parti communiste faisait 20 % et l'extrême gauche 0,2 ! L'OCI a présenté ses premiers candidats dans les années 1972-73, aux législatives : on fait une moyenne de moins de 1 % partout ! Je suis candidat à Argenteuil et je fais 0,2 ou 0,3%.

Mais de fait, vous avez commencé à avoir une certaine autonomie ou c'était une simple crainte ?

J'étais simplement pour l'application de notre ligne politique : l'AJS était une organisation politique indépendante sur le plan organisationnel. C'est tout. Qui avait ses locaux, ses permanents, ses dirigeants, ses congrès, qui définissait ses orientations.

L'OCI a commencé à changer de position vis-à-vis de ça ?

Oui, progressivement. Notamment quand on a pris l'UNEF. À ce moment-là, Lambert a poussé à rééquilibrer et bien sûr privilégier l'UNEF. A dire : «Maintenant il faut mettre le maximum sur l'OCI, développer l'OCI », ce qui ne voulait pas dire minorer l'AJS, mais le centre de gravité passait là.

Il y a eu beaucoup de recrutements ?

De l'AJS à l'OCI ? Considérable ! Ah oui ! C'est à cette époque que Cambadélis et toute cette génération a été gagnée.

L'organisation a donc dû se renforcer assez rapidement ?



Oui ! Sur ce point, lisez un opuscule qui a été écrit par Lambert, - qui vaut ce qu'il vaut : ce sont *Quelques enseignements de notre histoire*. Mais il donne quelques chiffres. Disons qu'entre le début 1970 et le début des années 80, l'OCI passe d'un groupe de 6 à 700 militants à une organisation de 3 à 4 000 militants. Et on se bat alors pour le parti des 10 000 ! Mais l'AJS commence déjà à se réduire comme peau de chagrin. Bien sûr. On la pompe au maximum ; les jeunes à l'AJS qui sont passés à l'OCI ont fini leurs études et sont entrés dans l'enseignement ou dans les boîtes ; le recrutement commence à se tarir aussi parce que la « vague » de 1968 s'épuise politiquement. Si bien que l'OCI perdra progressivement son influence dans la jeunesse. Sans oublier l'essentiel : la politique de Lambert dans l'UNEF et Force Ouvrière va créer les conditions de la perte de l'UNEF... au profit du Parti socialiste lorsque Cambadélis et ses amis quittent l'OCI.

Les militants de l'AIS non trotskystes ont donc progressivement été mis en minorité ?

Non. Le problème ne se posait pas dans ces termes-là. Franchement. Il y a eu très souvent à l'AJS des votes pour et contre, qui ne recoupaient pas ces clivages. Parce que l'OCI s'en foutait : elle trouvait ça normal. Il y avait une discipline dans l'AJS mais qui n'était pas le centralisme démocratique. Moi, souvent des militants me disaient : « Charles, tu nous fais chier. » C'est la vie. Alors que dans l'OCI, si vous n'appliquiez pas une tâche, vous vous faisiez appeler Arthur !

L'AJS était beaucoup moins rigide ?

Ce n'était pas du tout rigide. Je rencontre un tas de gens dans mon travail qui viennent me voir, récemment en province, un haut fonctionnaire me dit : « Monsieur Kirsner, en droit, dans ma jeunesse, j'étais à l'AJS.

- Rassurez-vous je ne le dirai à personne.
- C'est pas le problème, mais c'était vraiment bien, c'était formidable !»

Entre 1968 et 1975, ce sont des milliers de jeunes qui sont passés. Comme dans toute organisation de jeunesse. Parce qu'il y avait des mobilisations, et que pendant les mobilisations, en fac, ou dans le milieu lycéen, ça recrutait à tour de bras. Quand on a créé l'Union des cercles lycéens, on a recruté 400 lycéens d'un coup !

Il est déjà arrivé que l'AJS prenne une position différente de celle de l'OCI ?

Oui, c'est arrivé.

C'était sous la pression de la base ?

D'abord, c'était souvent la pression de l'événement. On était les seuls à s'exprimer publiquement dans des communiqués, donc quand je m'exprimais, on disait : « C'est Charles Berg, donc c'est l'AJS, donc c'est l'OCI. » Vous savez, la vie est étrange.

Parce que vous n'aviez pas le temps d'en discuter éventuellement avec l'OCI ?

Ou alors parce qu'on n'avait pas jugé utile, pour être plus tranquille, d'en discuter : la discussion arrivait après la décision. Chez nous aussi, heureusement, la vie était plus forte que les appareils.

Vous n'aviez pas d'ennuis dans ce cas-là ?

Si ! Bien sûr. Mais il faut dire que, jusqu'à la moitié des années 70, ça a vieilli dans une relative bonne humeur - je ne sais pas ce que vous disent vos autres témoins - et dans le sentiment que la progression était à la fois exponentielle et certaine. L'objectif politique des 10 000 militants ne semble pas impossible. Sans compter que cette progression est alors internationale : l'Angleterre, l'Amérique latine, les pays d'Europe de l'Est. Moi-même j'avais été dans les pays d'Europe de l'Est, envoyé par Pierre Broué et Balazs

Nagy<sup>1</sup>, et j'ai d'ailleurs été expulsé de Pologne. Il y a des petits groupes. Nous menons des campagnes politiques sur les libertés démocratiques. Souvenez-vous de l'affaire Trepper. Gilles Perrault m'appelle un jour en me disant : "Trepper veut émigrer en Israël." On fait un comité pour la libération de Trepper, on fait des meetings dans toute la France avec des dizaines de milliers de gens, et Trepper est libéré ! Et après on fait le comité Pliouchtch et c'est pareil. On a une politique de front unique qui alors a participé à l'animation de campagnes réelles.

Il n'y a jamais eu de tentative de constitution de tendance à l'AJS ?

Je n'en sais rien. Il faut demander ça à d'autres camarades que moi. Il faut voir des historiens, il faut voir des textes. Je sais qu'il y a eu des moments où il y avait des divergences, des débats. Et je sais qu'il y en a eu inévitablement à partir du moment où on a pris l'UNEF. Comme toujours. Quand une organisation politique a un rôle majeur dans une organisation syndicale, nationale, vous avez les syndicalistes et les autres. Ceux qui sont à la fois en contact avec les mouvements de masse et en lien avec le gouvernement, les autorités, qui négocient. Et il commence à y avoir des points de vue différents qui s'expriment. Le militant de base qui est dans la grève n'a pas nécessairement le point de vue du responsable du Bureau national qui, lui, est entre les grévistes et le gouvernement avec lequel il tente de trouver un compromis. C'est inévitable. Et on a eu ça. De plus en plus.

Comment se géraient ces désaccords ?

Ça ne se gère jamais très bien. Parce que ça se gère toujours au profit de la position syndicale. Donc vous transformez insensiblement les meilleurs militants en gestionnaires syndicaux. Donc vous perdez les plus combattifs. Vous devenez «plus responsables», entre guillemets. Ça c'est la norme. Mais ce n'est pas lié à cette histoire, c'est lié à toutes les histoires dans le mouvement ouvrier. C'est comme ça, mais c'est plus ennuyeux pour un mouvement révolutionnaire.

Il y avait beaucoup d'exclusions, ou c'était un phénomène rare ?

Franchement, jusque dans les années 1974-75 c'était un phénomène rare. Après, dans l'OCI, ça devient récurrent. Mais il faut être mesuré. Avant les grandes vagues d'exclusions, c'est-à-dire avant celle de Balasz Nagy, la mienne, celle de Stéphane Just, de Pierre Broué, de André Langevin, de Pedro Carrasquedo, etc., les ruptures internationales: avant que tout ça se fasse.

Donc vous pensez qu'il y a un changement radical à partir de la fin des années 70 ?

C'est évident. Un peu avant d'ailleurs : l'exclusion de Balasz Nagy est pour moi le critère absolu. D'autant que je l'ai votée! J'ai été contre au début, puis j'ai été convaincu. Mais j'ai voté ! À ce moment-là c'est terminé. S'enclenche un processus où les divergences se règlent à la manière soi-disant «léniniste» par des mesures d'organisations. Voilà. Chaque exclusion a certes sa propre histoire: celle de Broué n'est pas celle de Stéphane Just, qui n'est pas la mienne, qui n'est pas celle de Pedro, qui n'est pas celle de [François] Chesnais, etc. Mais ça devient un processus et ce processus se traduit par l'existence d'un appareil puissant de l'OCI. Quand j'ai été exclu il y avait déjà une trentaine de permanents à l'OCI, et deux-trois ans après il y en avait presque 100 ! Ensuite, quand Lambert a fait le tournant du passage de la majorité des militants dans Force Ouvrière, à ce moment là il a au moins autant de permanents syndicaux qui s'ajoutent. C'est devenu un phénomène de cristallisation professionnelle.

Vous me parliez de l'affaire Varga, et vous me disiez qu'au début vous étiez contre. Vous n'aviez pas été convaincu par les premiers éléments de l'enquête ?

Non. il faut même être plus précis que ça. A mon avis, au début, Chisserey, bien sûr et moi ne sommes pas convaincus. J'ai été envoyé par Balasz Nagy [Michel Varga] et Pierre Broué, qui dirigeaient ce travail, dans les pays d'Europe de l'Est en 1966-67. D'abord j'ai été en Hongrie et en Pologne deux fois, pour aider le

---

<sup>1</sup> Réfugié politique hongrois après la révolution de 1956, Nagy alias Michel Varga sera exclu de l'OCI en 1973 pour avoir été à la fois un agent soviétique et américain. On lira à ce propos l'interview de Christian Bérédal dans ce volume qui avance quelques hypothèses intéressantes sur les causes politiques plus profondes de cette exclusion (Y.c.).

groupe local et y amener du matériel. C'est-à-dire la traduction de textes politiques de Trotsky. Donc je connaissais assez bien Balazs Nagy et son petit groupe hongrois. Et je n'ai pas été convaincu du tout ! Ça débute au mois d'août, je suis dans les camps de l'AJS : Lambert m'appelle en me disant : «Il y a des problèmes graves avec Balazs.» Je lui dis : «C'est du délire, pépère». Et Stéphane Just m'appelle derrière en me disant : «Est-ce que Lambert t'a prévenu ? - Oui, mais qu'est-ce que c'est que cette histoire avec Balazs ? Il est fou.». Au début, personne ne parle de l'exclure ! «Il s'agit de divergences extrêmement graves, de trucs, de méthodes... de liens curieux.». Donc Stéphane Just, Claude Chisseray et moi sommes très réservés ! Puis Lambert convainc Stéphane que Balazs est un agent de la... CIA et de la GUEPEOU (!) et Stéphane Just rédige une brochure. Stéphane va mettre trois semaines à nous convaincre, nous. Quand on est convaincus, comme toujours dans ces histoires bureaucratiques, on fait appliquer la ligne avec d'autant plus de rigueur qu'on a eu du mal à être convaincu. C'est simple. Mais, avec le recul, cette expulsion est honteuse et totalement folle. C'est le règlement de divergences politiques par des moyens, non seulement d'organisation, mais des moyens calomnieux. Là, un phénomène de dégénérescence se manifeste. Après ça devient compliqué. Parce que les divergences entre nous au Bureau politique deviennent réelles : par habitude, elles ne sont pas toujours portées à la connaissance des membres du Comité central, parce que c'est un type d'organisation «bolchevique» qui tend à résoudre les désaccords dans les organismes où ils se manifestent en disant : «Essayons de circonscrire les désaccords pour voir si on ne peut pas trouver un accord plutôt que d'engager dans l'organisation une discussion qui risque de semer la division.» C'est toujours l'éternel argument - un argument réel -, d'autant que le mouvement trotskyste est réputé pour sa capacité à scissionner et que nous, jeunes militants, on a ça dans la tête. Moi, quand je suis entré au groupe Lambert, j'entends encore Pierre Naville me dire : «Mais Charles, tu reviendras, tu verras. Ils scissionnent et ils virent tout le temps. Quand ils sont quatre, ils font quatre groupes.». Bleibtreu, qui avait été dirigeant trotskyste, disait la même chose.

Vous parlez de Marcel Bleibtreu ?

Oui. On avait une crainte des scissions pour rien, des cheveux coupés en quatre, donc on comprenait que les discussions devaient être menées à fond et, souvent, menées dans un cadre déterminé sans faire l'objet d'une information. Ça ne nous apparaissait pas comme une atteinte à la démocratie. Ça restait entre le Bureau politique et le Comité central: le Comité central tranchait. Et plusieurs fois j'ai été en divergence avec le Bureau politique, on disait : «Très bien, on pose la question au Comité central», ça venait au Comité central, j'étais majoritaire ou minoritaire, en général minoritaire.

Vous étiez donc au Bureau politique...

Au Bureau politique et au secrétariat. Il y avait un groupe de trois-quatre, tous permanents, qui prenaient ensemble les décisions qui concernent le quotidien. Le bolchevisme c'est ça ! Chaque organisme de direction délègue à un organisme restreint : ce sont des arguments indiscutables, qui fondent l'accomplissement du travail. Quand vous avez une organisation de jeunesse, un syndicat et des positions importantes dans la vie politique, vous ne pouvez pas rassembler le Comité central, qui comporte 40 élus de Paris et de province, pour régler chaque problème. Du moins c'est l'argument officiel : c'est vrai qu'avec le téléphone et le fax, c'est bien plus simple qu'on ne le croit. Si on le voulait. Ce Bureau politique comporte des permanents et des non-permanents, et vous avez un secrétariat pour accomplir les tâches au jour le jour. À l'origine, il ne doit prendre que des décisions techniques mais finalement il s'arroge des pouvoirs politiques. Parce qu'il prépare l'ordre du jour du Bureau politique, lequel prépare l'ordre du jour du Comité central. Dès que vous avez des permanents qui font de la politique toute la journée, ils reçoivent des informations qu'ils sont les seuls à avoir et ils en font l'usage qui leur paraît le meilleur.

C'était donc très cloisonné ?

Relativement. J'ai dirigé le travail de fraction dans le Parti socialiste parmi mes autres activités. Ça regardait Lambert et moi, point à la ligne. On en rendait compte tous les mois, mais sous une forme générale. Sans dire qui-que-quoi : ça n'avait aucun intérêt. Quand vous faites un travail de ce type vous dites : «On a fait entrer 30 camarades au Parti socialiste. Ça se développe, etc.»

On parle d'une position centrale, voire omnipotente de Lambert.

Bien sûr que c'est vrai.

Et ça ne posait de problème à personne ?

A tout le monde, mais c'était comme ça. Soit pour ceux qui pensaient, ce qui a été mon cas pendant longtemps, que c'était la meilleure solution et que c'était le secrétaire général idéal, du moins inévitable. Soit, quand j'ai commencé à penser le contraire, parce qu'on trouvait qu'il jouait un rôle trop omnipotent. Bien sûr.

A part Pierre Lambert, qui avait de l'influence dans l'organisation ?

Stéphane Just, Raoul, Gérard Bloch, François de Massot.

Le charisme et la personnalité jouaient pour beaucoup dans cette influence ?

Probablement. On regarde plutôt les belles femmes que celles qui le sont moins ; on regarde plutôt les mecs qui font 1 m 90 que ceux comme vous et moi qui font 1 m 60. C'est pareil. Il y a des bons orateurs, ou des types qui écrivent aisément. Ils ont plus de facilités que ceux qui peuvent écrire un tract cent fois meilleur mais qui ont besoin de la journée. Les dons, les talents, les personnalités font partie du matériau humain.

En tant que permanent, membre du Comité central et du Bureau politique, vous aviez des relations avec d'autres individualités ? On parle notamment d'Alexandre Hébert.

Oui, il était au Bureau politique.

Comment a-t-on pu le coopter, dans la mesure où il n'était pas trotskyste ?

Ça c'est une réussite de Lambert. Ont voté contre, Stéphane Just, Claude Chisserey et moi. Lambert a obtenu une majorité au Bureau politique. Il voulait l'intégrer. Il disait : "Il est le seul militant qui a une position syndicale, importante à l'Union départementale Force Ouvrière de Loire-Atlantique, qui a un rôle majeur dans la lutte des classes." Ce qui était vrai. En 1968, par exemple. Une fois que c'est voté, il y est. Et je le connais d'autant mieux que c'est moi qui dirige la province. Donc à chaque fois que je vais à Nantes, je règle avec lui, et c'est même un peu moi qui ai formé son fils, Patrick. Un type très bien.

Mais quel statut avait-il ?

Il était membre du Bureau politique et du Comité central.

Mais il n'avait pas d'autorité dans l'organisation ?

Aucune, et il n'en cherchait pas, lui. Par contre, politiquement il était au centre.

C'était une sorte d'invité permanent en fait ?

Exactement. Je crois même que c'était son statut. Il était membre - clandestin - de l'OCI, comme dans la tradition du mouvement communiste international, définie par Lénine: ces cas sont arrivés plusieurs fois. Que des hommes ou des femmes, du fait de leurs positions exceptionnelles, soient intégrés directement dans l'organisme dirigeant, sans que nul ne sache qu'ils y sont. C'est un truc qui est arrivé plusieurs fois dans l'histoire du mouvement international.

Sauf que, dans ce cas-là, il n'est pas communiste.

C'est arrivé aussi. C'était une objection que nous faisons : "Il est franc-mac et anarcho-syndicaliste, bureaucrate syndical." Je le connais bien. Donc on a voté contre et on a été mis en minorité. Alors vous pouvez vous lever, en disant : "Je ne respecte plus la majorité» et vous vous cassez, ce qui ne serait venu à l'idée de personne à l'époque.

Lambert lui avait donc permis d'avoir une influence dans l'organisation ?

Mais évidemment qu'il avait de l'influence dans l'organisation ! A Nantes, c'est lui qui dirigeait l'OCI ! C'est ce que je vous ai dit : quand vous occupez une position syndicale majeure et que la majorité des militants qui composent cet organisme sont d'une couleur politique et que ce parti qui dirige ne prend pas son indépendance politique résolue avec le travail syndical, c'est toujours ceux qui occupent la structure syndicale, qui ont l'influence la plus grande.

Vous me disiez aussi qu'il était clandestin ?

Évidemment, puisque officiellement, il était anarcho-syndicaliste. Toujours.

Mais les trotskystes de Nantes devaient savoir qu'il était au Bureau politique ?

Quand Pierre Lambert ou Charles Berg descendaient, il n'avait pas beaucoup de mal à obtenir ce que d'autres avaient du mal à obtenir. Voilà.

Vous voulez dire qu'ils s'en doutaient ?

Mais enfin, bien sûr ! Ce n'était pas un secret ! Le secret c'était qu'il soit membre du Bureau politique, mais c'était un truc qu'on se disait. Il siégeait et venait au Comité central, qui était un organisme de 30 ou 40 mecs. Il intervenait dans la plupart des meetings de l'OCI comme anarcho-syndicaliste.

Une autre question que je voulais vous poser : est-ce que les enseignants avaient un poids particulier dans l'organisation ?

Oui. Je pense qu'ils ont toujours eu un rôle prépondérant dans toutes les organisations politiques du mouvement ouvrier. Parce qu'ils ont toujours disposé d'un bagage culturel et d'un temps plus grand.

Ça ne posait pas de problèmes ? Au niveau des relations avec les ouvriers par exemple ?

Pas du tout. Je pense que l'OCI et l'AJS étaient des organisations dans lesquelles il y avait le plus d'ouvriers.

On m'a dit que Stéphane Just, notamment, n'aimait pas beaucoup les intellectuels.

Non, c'est plus compliqué que ça. Il y a une part de vrai, mais c'était un ouvrier de la RATP, qui avait rêvé de faire des études, qui était brillantissime. Il m'a exclu de l'OCI alors qu'on était par ailleurs les meilleurs amis du monde. On s'est revus après. Je lui ai rendu hommage dans un article de *Carré Rouge* où je disais qu'il était un intellectuel par défaut. Il avait une détestation des intellectuels parce qu'il avait rêvé d'être un savant. C'était un type qui dévorait les livres, un autodidacte qui souffrait : le militantisme lui avait permis, comme à beaucoup de militants ouvriers, d'accéder à une culture que, sinon, il n'aurait pas eue. Donc c'était un homme qui souffrait et qui avait tendance à penser que Gérard Bloch était un gros con. Gérard Bloch n'était évidemment pas un gros con, mais il avait des complexes par rapport à Stéphane. C'est souvent l'inverse dans ces trucs-là. C'est comme Broué. Broué, qui est un universitaire de haut vol, a toujours eu des complexes par rapport à ceux qui ne l'étaient pas. C'est comme ça. C'est le mythe du « militant ouvrier ».

Est-ce que l'évolution dans le règlement de la divergence pouvait concerner l'AJS, qui tendait à prendre son indépendance ?

Non, qui tendait justement à la perdre. Mon départ en était le signe: non pas que j'étais plus démocrate qu'un autre - encore que -, mais ça correspondait à la fin d'une époque. Quand j'ai quitté l'AJS, l'UNEF était devenue activité centrale. C'est tout simple. Si on résume les choses, l'essentiel des forces militantes de l'AJS était impliqué dans l'UNEF et chez les lycéens. Et c'est comme ça d'ailleurs que Cambadélis et toute la bande ont pu passer au Parti socialiste sans que l'OCI s'en rende compte, parce qu'ils étaient au centre du dispositif politique.

Ils s'en sont vraiment aperçus à la dernière minute ?

Oui, alors qu'à mon époque c'était quand même l'AJS qui dirigeait l'UNEF. Et surtout, l'OCI par ses cellules a sa propre activité militante. Progressivement tout ça a disparu au profit du «travail syndical». Et ça, c'est Lambert : à force d'accorder pour ses propres manœuvres syndicales une indépendance de fait à la direction de l'UNEF par rapport à celles de l'OCI et de l'AJS, il les a évidemment placés dans une situation stratégique. Quand vous envoyez Cambadélis une fois, deux fois, trois fois voir Mitterrand en lui disant comment le manipuler, c'est en réalité Mitterrand qui manœuvre les envoyés. Quand on est président de la République, c'est beaucoup plus simple. Et quand un beau matin il dit aux intéressés : «Vous savez, être réformiste et faire 52% c'est peut-être mieux que d'être de faux révolutionnaires et faire 3%. Vous pourriez être députés.» Parfois ça marche, et là, ça a marché.

Je suppose que la double casquette devait aussi finir par créer des problèmes d'identité ?

Cambadélis n'avait pas de double casquette. Il était président de l'UNEF. Je me souviens très bien. J'étais déjà scénariste et producteur, et je connaissais un dirigeant de l'Elysée qui m'avait dit : «J'ai l'impression que tes anciens copains sont en train de faire la danse du ventre devant Mitterrand.» J'ai été étonné que Lambert ne s'en soit pas rendu compte ! Ils lui ont tiré le tapis. Pour lui c'est une défaite majeure. C'est le boomerang de sa politique, de son goût pour les manœuvres sans principe.

Je voudrais en venir maintenant à votre départ : comment ça s'est passé ?

Comme c'est dit : violemment, brutalement.

Vous n'avez pas du tout senti les choses venir ?

En la matière, les souvenirs sont nourris de ce que j'ai appris, plus tard, notamment de Stéphane Just lorsqu'il a été exclu. Deux-trois ans auparavant, j'avais demandé à cesser d'être permanent : en crise, j'étais parti pendant deux ou trois mois. J'en avais assez. Je voulais faire autre chose, trouver un travail. Je ne cessais de répéter : «Je veux arrêter. Je veux aller passer les concours. J'en ai par-dessus la tête : je vais bientôt avoir 30 ans.» La réponse était toujours la même : «Démissionner c'est une lâcheté. On a besoin de toi, etc.» Celui qui était le plus formel avec Lambert, c'était Stéphane or, c'était mon meilleur ami. A partir de ce moment, les désaccords latents se sont cristallisés sur le fonctionnement du Bureau politique, et notamment Pierre Lambert. Avec Stéphane Just, nous avons au Bureau politique obtenu que soit mise en place une commission pour vérifier les dépenses financières par l'organisation pour Pierre Lambert. On a commencé à avoir des tensions réelles, et quand Lambert a eu la possibilité de m'avoir dans le collimateur il n'a pas hésité. Je n'ai rien vu venir.

Vous vous confiez à Stéphane Just ?

On était très proches, très très proches. D'ailleurs, l'une des raisons pour lesquelles ils l'ont expulsé c'est qu'on avait commencé à se revoir bien après mon exclusion. Quand j'ai remboursé tout l'argent que j'étais censé avoir pris à l'OCI, et qu'il a appris ça un jour sans que personne ne le lui dise au Bureau politique, il a piqué une gueulante terrible ! En disant : «Comment ?! Charles a remboursé l'argent qu'il est censé avoir piqué : il soutient l'organisation et personne ne le sait !». Ça n'a pas arrangé sa situation interne. Pour revenir à mon exclusion, violente, humiliante, cela m'a finalement rendu un grand service. J'ai retrouvé ma liberté. J'étais dans une situation où il fallait qu'il se passe quelque chose. Je ne voulais plus rester permanent, je ne voulais plus rester dirigeant: je voulais faire autre chose dans la vie. Ça a pris cette forme-là, parce que dans ce type d'organisation, ça ne peut pas prendre une autre forme. Ainsi c'est ce qui est arrivé à Stéphane Just, à Broué, chacun excluant l'autre, si je puis dire.

Parce que le cadre est trop rigide ?

Oui, parce que le cadre est trop rigide, et parce que la question de la démocratie est la question centrale. La question centrale !

Ça commençait à vous travailler ?

Oh ! mais ça me travaillait depuis toujours dans l'OCI ! J'étais un droitier, moi. Le centralisme démocratique, la dictature du prolétariat: j'étais très réservé ; j'ai écrit des bêtises politiques mais jamais celles-là !

Parce que même dans l'AJS, il n'y avait pas vraiment de démocratie, dans la mesure où la ligne venait de l'OCI ?

Ce n'est pas exact. Certes la pression de l'OCI existait dans l'AJS, mais je le répète cette organisation de jeunesse vivait, indépendamment de l'OCI. D'ailleurs, toute une série de camarades que je revois aujourd'hui me disent : «Le nombre de fois où on s'engueulait avec toi ! Tu nous convainquais ou tu ne nous convainquais pas. Mais quand on n'était pas convaincu, la vie se chargeait de trancher.»

C'est-à-dire que, dans ce cas-là, ils faisaient ce qu'ils voulaient quand même ?

Mais bien sûr ! On était une organisation de jeunesse démocratique !

C'était donc beaucoup plus fédéraliste que...

C'était entièrement fédéraliste ! L'AJS n'avait pas de Bureau politique. Il y avait un Bureau national. J'étais secrétaire national. Mais enfin on en rigolait. Je répète mon point de vue : quand les permanents commencent à être majoritaires parmi les dirigeants, quand des professionnels disposent de temps pour militer - toute la journée -, ça n'est pas le même rapport qu'un militant qui sort de son boulot et qui vient militer le soir. Le rapport est totalement différent ! Et ça c'est déterminant. Quand [un membre de] l'appareil est au service de l'organisation, de sa vie démocratique, et particulièrement attentif à faire régner une vie démocratique, il a tendance, ce qui est normal, à oublier que lui il se lève le matin et qu'il fait de la politique toute la journée. Le mec normal se lève le matin, gagne sa vie, rentre chez lui, s'occupe de son épouse, de ses enfants, et quand il le décide va faire de la politique après. Ça n'a rien à voir ! Rien à voir. Donc derrière ça il y a la conception bolchévique-léniniste du révolutionnaire professionnel, toutes choses qui me semblent folles dans un pays démocratique comme la France. Je pense que les problèmes essentiels sont là.

Vous me parliez également de la trésorerie. Elle était gérée plus collectivement ?

Non, ce sont les mêmes principes : les principes du bolchévisme. Toutes ces questions-là relèvent de très peu de camarades qui possèdent le pouvoir qu'un congrès leur a remis.

Il y avait donc des utilisations officieuses ?

Naturellement ! Les unes étaient naturellement justifiées : par exemple, le travail international, quand on aidait X, la clandestinité, toutes choses sur lesquelles je ne m'étendrai pas. Mais d'autres n'avaient aucune raison ! Le train de vie de Pierre Lambert fait partie de celles-là. Voilà. C'est tout ce que j'appelle le trucage politique, qui consiste à prétendre que, dans un pays où règnent les libertés démocratiques, la forme d'organisation doit être celle héritée du bolchévisme à l'époque de l'Okhrana<sup>1</sup> tsariste. Il faut dire que toute notre génération, mais c'est vrai aussi des camarades de la Ligue, de Lutte ouvrière, s'est bornée à reprendre le meilleur du trotskysme de la révolution d'Octobre et à reprendre les formes d'organisation qu'ils ont développées sans réfléchir à ces problèmes, que Rosa Luxemburg avait soulevés la première. Que Trotsky dans sa jeunesse a soulevés contre Lénine ! Notre génération a hérité de ce bagage théorique sans procéder au tri. C'est une faiblesse théorique, politique, majeure.

(cet ouvrage est disponible à la librairie La Brèche 12, rue Taine 75012 Paris)

---

<sup>1</sup> Okhrana : police politique russe avant la révolution de 1917 (Yc).